



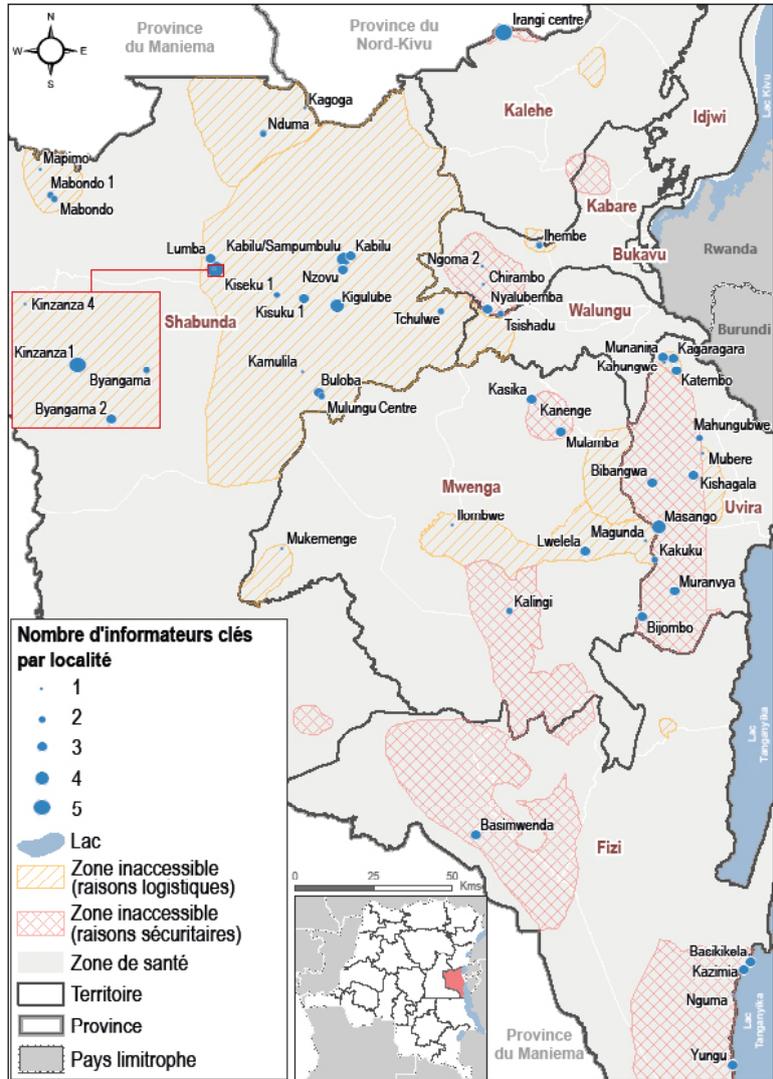
### Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier au manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un projet annuel d'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) dans la province du Tanganyika et du Sud-Kivu. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu annuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels au niveau des provinces en crise. Les produits d'information liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) REACH.

Pour cette partie du projet MSNA, la méthodologie appliquée est celle dite des "Zone de Connaissance" à travers un réseau informateurs clés (IC) permettant de couvrir les zones inaccessibles pour raisons sécuritaires ou logistiques. Cette étude à concerner trois groupes de population : ménages non déplacés, déplacés internes et retournés. Les résultats pour cette fiche d'information concernent les zones de santé de Bunyakiri, Fizi, Hauts-Plateaux, Itombwe, Kaniola, Kimbi Lulenge, Kitutu, Lemera, Lulingu, Mulungu, Mwenga et Shabunda. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels notamment : Démographie ; Sécurité alimentaire ; Santé ; Nutrition ; Eau, hygiène et assainissement (EHA); Éducation ; Protection ; Abris et Communication. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans la zone d'étude. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés.e.s à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la zone évaluée<sup>1</sup>. Ces résultats se basent sur 74 enquêtes auprès d'IC du 26 au 31 août 2022 dans 59 localités réparties dans la province du Sud-Kivu. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

### Couverture géographique<sup>2</sup>

Localités évaluées par zone inaccessible dans la province du Sud-Kivu :



### Personnes déplacées internes<sup>3</sup>

Proportion de ménages des déplacés internes vivant actuellement dans la localité, en % de localités évaluées<sup>4</sup> :

Certains / La moitié ou un peu moins (26-50%)	36% (21/59)	■
Quelques uns / Une petite minorité (1-25%)	51% (30/59) <sup>5</sup>	■
Aucun (0%)	3% (2/59)	■
NC <sup>6</sup>	10% (6/59)	■

### Personnes retournées<sup>7</sup>

Proportion de ménages des retournés vivant actuellement dans la localité, en % de localités évaluées<sup>4</sup> :

Quelques uns / Une petite minorité (1-25%)	76% (45/59)	■
Aucun (0%)	20% (12/59)	■
NC	3% (2/59)	■

1. Les résultats présentés dans la fiche d'information sont arrondis, sans chiffre après la virgule.

2. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de préciser les localités les plus proches (issues de la base de données des localités en RDC), ainsi que la distance des localités les plus proches à la localité, et le positionnement des localités les plus proches par rapport à la localité estimée.

3. Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement dans un site à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

4. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la présence du groupe de population désigné dans la localité au cours du mois précédent.

5. Part des localités concernées par rapport au nombre total de localités évaluées

6. Non consensus.

7. Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leurs zones d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leurs logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

**Personnes non déplacées**

Proportion de ménages des hôtes vivant actuellement dans la localité, en % de localités évaluées<sup>4</sup> :

Tous ou presque tous (76-100%)	12% (7/59)	■
Beaucoup / Un peu plus de la moitié (51-75 %)	69% (41/59)	■
Certains / La moitié ou un peu moins (26-50%)	7% (4/59)	■
NC	12% (7/59)	■

**Personnes réfugiées**

Proportion de ménages des réfugiés vivant actuellement dans la localité, en % de localités évaluées<sup>4</sup> :

Quelques uns / Une petite minorité (1-25%)	2% (1/59)	
Aucun (0%)	95% (56/59)	■
NC	3% (2/59)	

**Sécurité alimentaire**

Dans **98% (58/59)** des localités évaluées, les IC ont rapportés que la majorité de la population n'avait pas accès en suffisance à la nourriture<sup>8</sup>.

Dans **90% (53/59)** des localités évaluées, les IC ont rapportés que la situation de la faim était modérée et que des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture. Une situation de faim sévère n'a été rapporté que dans **8% (5/59)** des localités.

3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour combler un manque de nourriture, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :

Réduire le nombre de repas consommés dans une journée	95% (56/59)	■
Choisir des aliments moins appréciés et moins chers	68% (40/59)	■
Limitez la taille des portions lors des repas	59% (35/59)	■

Dans **47% (28/59)** des localités évaluées dans les zones inaccessibles de la province du Sud-Kivu, les inondations ont causées les problèmes d'accès aux marchés selon les IC.

Dans **31% (18/59)** des localités, les IC ont rapporté qu'au cours des 7 derniers jours certains ménages avaient passés des journées entières sans manger dans la localité.

Dans **36% (21/59)** des localités évaluées, les ICs rapportent que pour atteindre le marché (ou magasin d'alimentation) fonctionnel le plus proche, ils doivent marcher plus d'une heure.

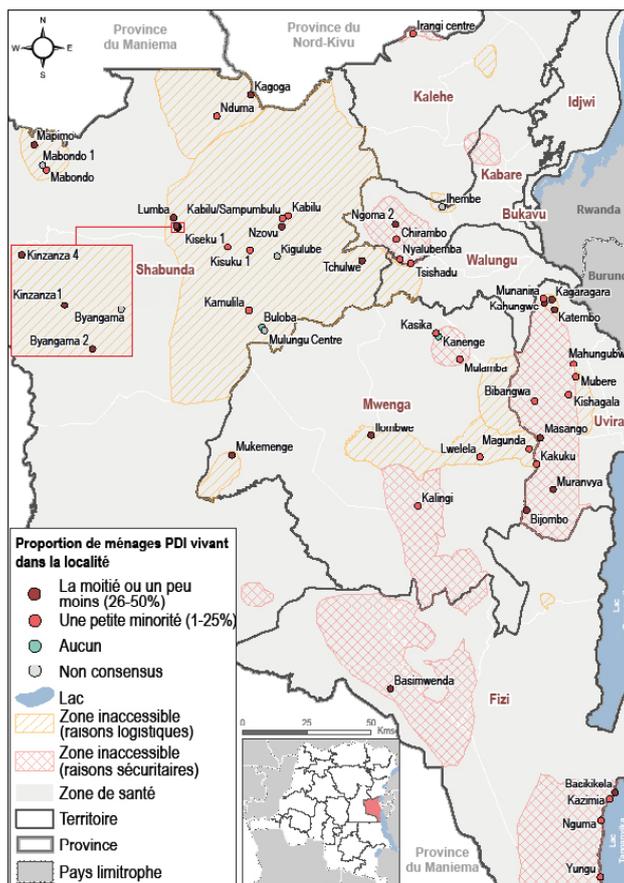
3 principaux besoin prioritaires pour la majorité de la population, en % des localités<sup>9</sup>

Nourriture	93% (55/59)	■
Soins de santé	78% (46/59)	■
Eau de boisson	68% (40/59)	■

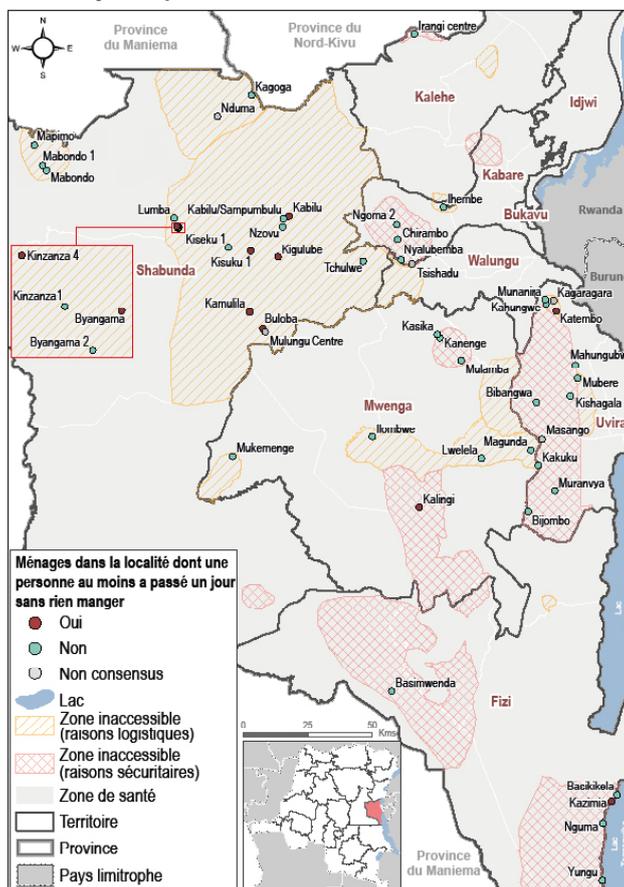
8. L'interprétation des termes « nourriture suffisante » et « situation de faim modérée/sévère » ont été laissé à la discrétion de l'IC. Aussi, dans ce contexte un IC peut percevoir une situation de faim comme modérée malgré un accès insuffisant à la nourriture.

9. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

Proportion de ménages PDI vivant dans les localités évaluées - % par localité :



Ménages dont au moins un membre a passé un jour et une nuit entier sans manger par manque de nourriture dans les 30 derniers jours - par localité :



## Santé et nutrition

Dans **42% (25/59)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas un accès aux soins de santé lorsqu'elle pense en avoir besoin.

### 3 barrières principales à l'accès aux services de santé, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :

Manque de moyens pour payer les soins de santé	<b>92%</b> (57/59)	
Manque de médicaments	<b>69%</b> (41/59)	
Impossibilité de payer le coût de la consultation	<b>56%</b> (33/59)	



Dans **76% (45/59)** des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'au moins une personne de plus de 15 ans est décédée à cause de diarrhées au cours des 30 jours avant la collecte de données.

### Décès d'une personne de plus de 15 ans à cause de diarrhées au cours du mois précédent la collecte rapportés par des professionnels de santé - par localité :



## Eau, hygiène et assainissement (EHA)

### Principale source d'eau de boisson utilisée par la population, en % de localités évaluées :

Source améliorée	<b>10%</b> (6/59)	
Source non-améliorée	<b>39%</b> (23/59)	
Eau de surface	<b>32%</b> (19/59)	
NC	<b>19%</b> (11/59)	

### % de localités évaluées où les IC ont rapportés la proportion des ménages qui ont suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, se laver et nettoyer :

Tous	<b>2%</b> (1/59)	
Plus de la moitié	<b>39%</b> (23/59)	
La moitié	<b>31%</b> (18/59)	
Moins de la moitié	<b>12%</b> (7/59)	
NC	<b>17%</b> (10/59)	

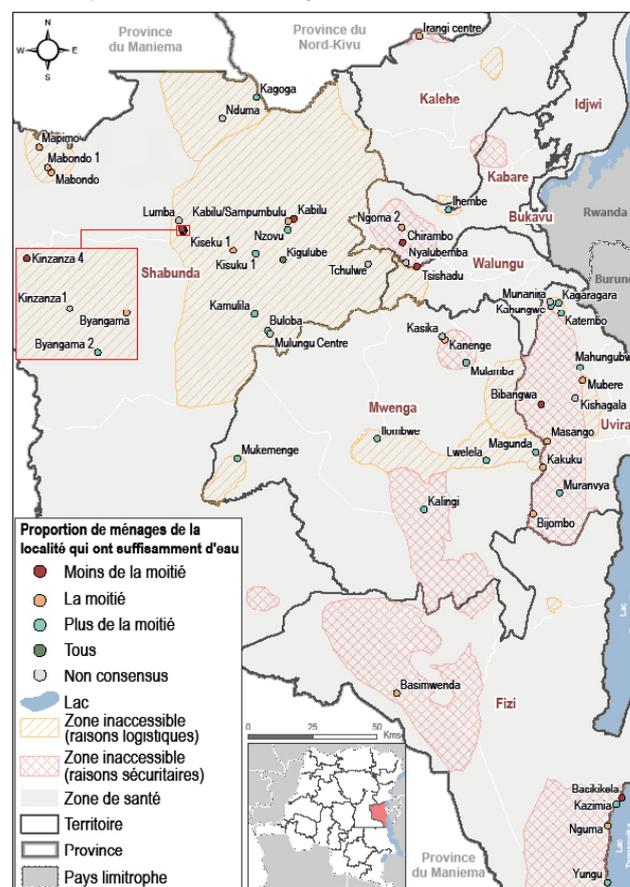
### % des localités évaluées où les IC ont rapportés que les ménages ont accès aux dispositifs de lavage des mains :

Moins de la moitié	<b>46%</b> (27/59)	
Aucun	<b>44%</b> (26/59)	
NC	<b>10%</b> (6/59)	

### 3 barrières principales à l'accès à l'eau, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :

Nombre insuffisant de points d'eau / Temps d'attente longs	<b>75%</b> (44/59)	
Pas assez de récipients	<b>53%</b> (31/59)	
N'aime pas le goût / N'aime pas la qualité de l'eau	<b>43%</b> (25/59)	

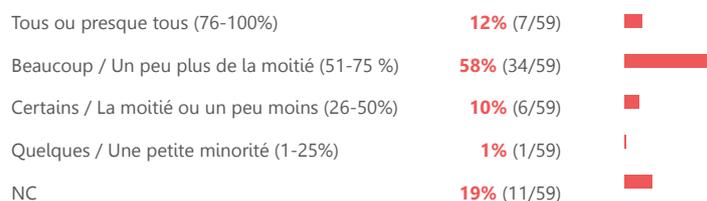
### Proportion de ménages qui ont suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, se laver et cuisiner - par localité :



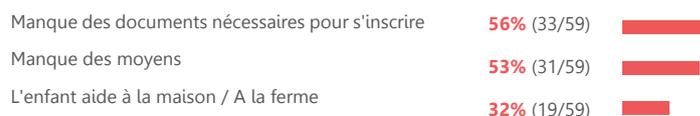
## Éducation

Proportion des filles et garçons en âge d'aller à l'école primaire (5-12 ans) dans la localité qui fréquentaient régulièrement une école fonctionnelle<sup>10</sup>, en % de localités évaluées :

### Garçons



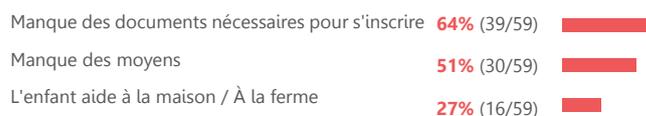
3 principales barrières qui limitent l'accès à l'éducation pour les garçons de la localité, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :



### Filles



3 principales barrières qui limitent l'accès à l'éducation pour les filles de la localité, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :



## Protection

3 principales inquiétudes liées à la sûreté et la sécurité pour les femmes et les filles, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :



3 principales inquiétudes liées à la sûreté et la sécurité pour les hommes et les garçons, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :



Proportion de ménages qui ont au moins un enfant, fils ou fille (moins de 18 ans) qui est marié.e en % de localités évaluées :



Dans 71% (42/59) des localités évaluées, les IC ont rapporté que une partie de la population ne pouvait pas se déplacer entièrement librement en raison de restrictions liées à la sûreté ou la sécurité au cours des 3 mois précédents la collecte.

## Abris

Dans 90% (53/59) des localités évaluées, les IC ont rapporté que plus de la moitié de ménages vivaient soit dans un abris inadéquat, dans un abris modérément ou sévèrement endommagé ou sans abris<sup>11</sup>.

## Communication

Dans 97% (57/59) des localités évaluées les ICs ont rapportés que la plupart des ménages sont couverts par un réseau mobile et l'utilise pour appeler et envoyer des SMS tandis que 3% (2/59) l'utilise aussi pour l'internet.

3 principaux problèmes liés aux conditions d'hébergement, en % de localités évaluées<sup>9</sup> :



## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITARUNOSAT).

10. Dans le cadre de cette fiche d'information, une "école fonctionnelle" est une école où les cours se déroulent dans un bâtiment dédié à l'éducation dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière. L'absence d'une école fonctionnelle n'implique pas forcément l'absence d'une forme d'éducation, mais indique simplement que les conditions d'éducation ne sont pas considérées comme adéquates pour assurer un enseignement de qualité.

11. L'interprétation des termes « inadéquat », « modérément », et « sévèrement » ont été laissés à la discrétion de l'IC.